

Le BTP veut des actes

Au lendemain des propos rassurants de la ministre des Outre-mer concernant la hausse du plafond de défiscalisation dans le logement intermédiaire, la FRBTP et la Fedom attendent à présent une mobilisation des élus.

La préfecture, la Région et le Département ont tous boudé le rendez-vous. La 12^e édition des Coulisses du BTP, organisée comme les précédentes par la FRBTP, a permis hier aux scolaires de découvrir les dessous d'un chantier sur six sites. Dont celui de la Cité des arts à Saint-Denis (lire également en page 19) où se déroulait la partie « officielle ».

Bernard Siriex, le président de la FRBTP, a profité de l'occasion pour dresser un état des lieux du secteur : « l'activité ne va pas fort et les entreprises rencontrent beaucoup de difficultés. En dix ans, nous avons

perdu 10 000 emplois, soit l'équivalent de 840 000 à l'échelle de la métropole. Nos élus n'ont pas bougé ». Il rappelle également que « le taux de chômage record en France, c'est ici. Pas aux Antilles ».

Le président de la FRBTP redoute la baisse de 10 % du plafond des aides d'Etat au logement social, qui pourrait se traduire, selon lui, par « 1 500 logements en moins soit 3 000 emplois perdus ».

Sur le changement de plafond de défiscalisation dans le logement intermédiaire (ex Duflot Dom rebaptisé Pinel), qu'ils souhaitent voir passer de 10 000

à 18 000 euros, les acteurs du BTP restent prudents malgré les annonces rassurantes faites par la ministre des Outre-mer (voir notre édition d'hier) après les promesses du président de la République le 21 août dernier.

« On n'attire pas les mouches avec du vinaigre »

« Nous espérons avoir été entendus, commente Bernard Siriex. On n'attire pas les mouches avec du vinaigre. Un retour sur investissement est nécessaire. Il faut à présent que nos députés et sénateurs interviennent afin de défendre leurs électeurs ».

Le président de la Fedom, Jean-Pierre Philibert, en visite dans l'océan Indien jusqu'à la fin de la semaine prochaine, est encore plus mesuré : « Ce ne sont que des promesses. Je n'ai rien vu dans le budget. Nous enregistrons la volonté de la ministre des Outre-mer d'aboutir. Nous attendons maintenant que ces promesses se traduisent dans les faits ».

Le patron des patron ultramarins reprend la phrase-titre de son interview publiée lundi dans nos colonnes : si l'Etat ne tient pas parole, ce sera un « casus belli ».

Cédric BOULLAND



Bernard Siriex (gilet jaune) et Jean-Pierre Philibert (à droite), hier, lors des Coulisses du BTP. (Photo Philippe Chan Cheung)

GROS PLAN

DROIT AU LOGEMENT CONTRE LA BAISSÉ DES AIDES AU LOGEMENT SOCIAL. Dans un communiqué, le président de l'association Droit au logement (DAL), Jean-Yves Sinimalé, explique que « la réduction de 10 % de l'intervention de l'Etat dans le logement social sera une catastrophe. D'une part dans l'économie avec une diminution de l'activité du BTP. D'autre part avec une forte pression au niveau social en raison de l'augmentation du chômage et de la hausse des loyers ». Les membres de DAL se disent « opposés à la diminution de l'intervention de l'Etat dans le secteur compte tenu du déficit de logements sociaux à Réunion ». Et militent au contraire « pour une réalisation massive. Nous sommes pour le respect du droit à un logement stable, décent et à un loyer accessible à tous ».

Le Quotidien 11/10/2014